

Régime de pensions du Canada (n° 2)

Mme MacInnis (Vancouver Kingsway): Où prend-elle l'argent?

M. Penner: Je dirai pour terminer, monsieur l'Orateur, qu'en adoptant ce bill, nous relevons le niveau des prestations du Régime de pensions du Canada que touchent environ 500,000 Canadiens, et nous augmentons le niveau des pensions du Canada et d'autres prestations qui seront versées à l'avenir. En résumé, nous améliorons un régime financé par le gouvernement, une partie de notre système d'assurance sociale, une partie qui profite aux Canadiens qui tiennent à la valeur de leur indépendance ou de leur autonomie. La plupart des Canadiens s'attendent à pouvoir répondre à leurs propres besoins grâce à leurs efforts, et ils escomptent que les autres feront tout leur possible dans le même but. Les améliorations apportées au Régime de pensions du Canada permettent aux Canadiens de le faire. Ce régime n'est pas un programme de bien-être social, mais un régime proportionnel aux gains qui profitent à ceux qui contribuent à notre économie, et qui donc contribuent à la stabilité du régime, en prévoyant ainsi leur retraite et en assurant leur propre avenir.

M. F. Oberle (Prince-George-Peace River): Monsieur l'Orateur, je me sens pas tout à fait à la hauteur de la situation en prenant la parole ce soir sur ce projet de loi après les interventions de mes deux illustres collègues, le député de Hillsborough (M. Macquarrie) et le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), qui ont tous les deux parlé de ce sujet à maintes reprises ici à la Chambre au cours des années, et le député de Winnipeg-Nord-Centre lui, peut remonter jusqu'à la Confédération. Bien entendu, je n'ai pas la même ancienneté à la Chambre mais je suis heureux ce soir de pouvoir me joindre à la croisade dont a parlé le député de Winnipeg-Nord-Centre.

Je me sens aussi un peu gêné que mon préopinant du parti libéral ait mentionné toutes les réponses à tous les problèmes. Je ne suis pas aussi compétent que lui, pas plus qu'aucun autre député de mon parti ou que quiconque au Canada. Je dois rendre hommage à l'honorable représentant de prendre tant de choses pour acquises.

Permettez-moi de me joindre à mon collègue, le député de Hillsborough, pour féliciter le ministre de ce bill. J'espère qu'il sera adopté rapidement. Je me réjouis surtout qu'il ait pu faire part à la Chambre d'un tel succès dans ses consultations avec les provinces et obtenu une telle unanimité pour ce pas de plus dans le domaine global de la sécurité. J'émetts toutefois quelques réserves. Le ministre a dit qu'il voulait que les provinces acceptent toutes de supprimer les dispositions de consentement, mais il admet dans son discours qu'il n'a pas obtenu cette assurance. J'espère que les délibérations et les discussions à la Chambre ne seront pas inutiles s'il arrivait que les provinces n'acceptent pas de renoncer à cette disposition. Je suis également content que ce bill et le bill à venir soient destinés à restaurer le parallélisme, comme le ministre l'appelle, avec le régime du Québec. Ce sera certainement un pas dans la bonne direction.

● (2140)

De nouveau nous nous lançons dans ce qui sera j'en suis sûr un long débat. Nous allons discuter d'une vaste gamme d'avantages, de questions de bien-être, de questions sociales, des pensions de vieillesse, de la sécurité des défavorisés, etc. Il y a toutefois un autre secteur de notre société dont j'aimerais parler. Il s'agit notamment des gens qui, jusqu'ici, comptaient sur leurs économies telles que les femmes au foyer ou les gens qui, grâce à leur bonne

fortune lorsqu'ils étaient jeunes n'étaient pas restés jusqu'à soixante ans dans la population active du Canada. Bien sûr, en raison des tendances inflationnistes de notre économie, les épargnes de ces gens se sont amenuisées et finalement ils doivent compter sur un régime de pensions pour subvenir à leurs besoins.

Je suis tombé sur un article intéressant d'un célèbre économiste canadien qui parlait de ces économies. Dans un des paragraphes il dit qu'on ne devrait jamais acheter d'obligations du gouvernement. Il déclare que les frais du gouvernement vont augmenter, qu'il y a une limite à la charge fiscale que les gens vont pouvoir supporter et que les gouvernements devront donc financer leurs déficits en vendant des obligations à ceux qui seront assez bêtes pour en acheter. Il dit que ces gens paieront un impôt sur les intérêts qu'ils reçoivent et qu'ils seront remboursés en dollars dévalués. En outre, il dit que plus le gouvernement emprunte, plus il contribue à l'inflation et plus le pouvoir d'achat qu'il rend au malheureux détenteur d'obligations diminue. Il dit qu'il faut laisser les obligations aux gens qui peuvent se permettre de perdre de l'argent.

Un orateur précédent a parlé des malheureux qui rêvent que l'on peut accumuler quelques économies au Canada et subvenir à ses besoins. Finalement, ils doivent recevoir une forme quelconque d'aide sociale accordée par un gouvernement quelconque. Le présent bill est certes une amélioration. Je ne puis pas m'opposer à la loi qu'il prévoit. Je le répète, le bill est toutefois élaboré par des personnes que je qualifie parfois de socialistes intellectuels. Pour moi, ces gens pensent que l'argent est la véritable solution à tous les problèmes canadiens et mondiaux. En d'autres termes, ils pensent que s'il existe un problème social, il suffit de savoir combien cela coûtera pour rendre les gens heureux et la même chose pour les autres problèmes.

On parle de pensions de vieillesse et on discute pour voir si le montant de ces pensions doit être de \$95, de \$100 ou de \$105; chaque parti se vante de proposer la somme la plus élevée. Je me souviens que l'autre jour, le représentant de Winnipeg-Nord-Centre a dit que, sans lui et son parti, les pensions de vieillesse seraient toujours de \$35 par mois. Cela m'inquiète que l'on parle tout le temps d'argent quand on discute d'un programme complet comme celui que le ministre appelle sécurité sociale. Ces socialistes intellectuels sont des personnes qui ne reconnaissent tout bonnement pas qu'il existe au Canada des inégalités fondamentales comme la faim, l'analphabétisme et le fait d'être à la merci des éléments. Ils refusent de croire qu'il y a, en fait, au Canada des petites villes dont l'économie est fondée dans une proportion de 30 à 50 p. 100 sur une forme ou une autre d'assistance sociale que ses citoyens reçoivent chaque mois.

Ces économistes qui jugent sur le plan intellectuel refusent de croire qu'un tiers de notre population vit de prestations d'assistance sociale et que nous gaspillons 20 p. 100 de nos ressources humaines parce que nous n'exigeons pas d'eux, ni ne leur donnons les moyens de le faire, de parvenir à une étape de leur vie où ils pourraient être productifs et faire un apport au mode de vie que nous nous sommes constitué.

Si nous continuons à utiliser l'argent pour résoudre nos problèmes sociaux, il me semble que nous devrions motiver plus de personnes à travailler, en particulier les 20 p. 100, dont j'ai parlé tout à l'heure. Il semble que si seulement plus de Canadiens devenaient productifs, nous pourrions ou le gouvernement pourrait produire suffisamment d'argent pour payer les frais de l'État paternaliste que